Quarante-et-unième Année — N° 161 | UN NUMÉRO : 15 CENTIMES | MARDI 9 JUIN 1896

JOURNAL DE ROUBAIX

TARIF D'ABONNEMENT :

ROUBAIX-TOURCOING. . . . TROIS MOIS. . . 13 fr. 50. . . SIX MOIS . . 26 fr. . UN AN. . . 50 fr.
NORD — PAS-DE-CALAIS — SOMME — AISNE . . . . TROIS MOIS. . . 15 fr.
Les autres Départements et l'Etranger, les frais de poste en sus.
Le prix des Abonnements est payable d'avance. Tout abonnement continue jusqu'à réception d'avis contraire.

BUREAUX & RÉDACTION
Roubaix, rue Neuve, 17. – Tourcoing, rue des Poutrains, 42
Directeur-Propriétaire : ALFRED REBOUX

ABONNEMENTS & ANNONCES :
Les Abonnements et Annonces sont reçus : à ROUBAIX, rue Neuve, 17. — A LILLE, rue du Curé-Saint-Etienne, 9 bis. à PARIS chez MM. HAVAS, LAFFITE et Cie, place de la Bourse, 8, et rue Notre Dame-des-Victoires, 28, — à BRUXELLES, à l'OFFICE DE PUBLICITÉ.

ROUBAIX, LE 8 JUIN 1896

RÉFORME ADMINISTRATIVE

Le gouvernement s'occupe très activement de la simplification de la machine administrative et des économies de combustible qui pourraient être réalisées par ce moyen. Aux instructions qui avaient déjà été données par M. Cochery aux inspecteurs des finances vient de se joindre une circulaire que M. Barthou a adressée aux préfets.

M. le ministre de l'intérieur ne se borne pas à inviter les préfets et leurs chefs de service à fournir à l'inspection des finances tous les renseignements qu'elle pourra désirer, mais encore il fait appel à leur propre initiative et les engage fortement à se simplifier eux-mêmes.

« Vous pouvez dès maintenant, écrit-t-il à ses subordonnés, apporter dans les services placés sous votre direction immédiate toutes les simplifications qui vous paraitront possibles : suppression des fonctions inutiles, organisation plus rationnelle des services, diminution du nombre des employés, en faisant bénéficier ceux qui seront maintenus d'une partie des économies réalisées ».

Ce dernier membre de phrase prouve que M. le ministre de l'intérieur a quelque connaissance du cœur humain. On a remarqué, en effet, qu'il ne fallait pas trop compter sur les bureaux pour opérer des coupes sombres dans leurs propres domaines. Il n'est pas à supposer que les chefs de service mettent beaucoup d'empressement à réduire le nombre de leurs auxiliaires, et il est encore moins vraisemblable que des employés de l'Etat viennent s'offrir eux-mêmes en holocauste, en disant modestement : « Nous sommes des serviteurs inutiles. »

C'est ce qui fait que les bureaux ont toujours passé pour de médiocres coopérateurs de la réforme administrative. Cependant eux seuls pourraient dire, en parfaite connaissance de cause, à quel point cette réforme est justifiée.

On a quelquefois cherché les moyens de stimuler leur zèle et de les transformer en *prosélytes ardents de la simplification et des* économies administratives. Il y a quelques années, si nous ne nous trompons, quelqu'un avait songé à ouvrir un concours dans les *administrations publiques*.

Tous les fonctionnaires et employés avaient été invités à y prendre part, et l'auteur du meilleur Mémoire, celui qui aurait trouvé les formules les plus ingénieuses et les plus pratiques pour simplifier les services et réduire le personnel, aurait été magnifiquement récompensé.

Il avait été question d'un système de primes à attribuer aux chefs de service et aux employés qui auraient donné de bonnes idées à leur ministre dans le sens de la simplification et de l'économie. Mais ces projets n'ont eu aucune suite.

M. le ministre de l'intérieur paraît avoir eu quelque pensée de ce genre, en invitant les préfets à faire participer les employés, qui seront maintenus, aux économies qui pourront être faites sur les traitements de ceux qui ne le seront pas. On peut croire, en effet, qu'un certain nombre d'employés qui hésiteraient à signaler leur inutilité personnelle auraient moins de scrupules à s'expliquer franchement sur celle du prochain, surtout s'ils étaient appelés à profiter des retranchements suggérés par eux. Ce système demande donc à être appliqué avec beaucoup de prudence si l'on ne veut pas induire les employés de l'Etat à pratiquer, confraternellement, l'épuration mutuelle.

Nous concevons d'ailleurs à merveille l'embarras des ministres qui, très sincèrement résolus à opérer des réformes dans leur administration, ne savent par quel bout la prendre et n'ont guère les moyens de s'éclairer. Nouveaux venus dans des ministères qu'ils quittent généralement au moment où ils commencent à voir clair dans leurs services, il leur est difficile de se rendre compte, par eux-mêmes, des besoins réels, des défectubsités et des superfluités de l'administration qu'ils dirigent passagèrement.

S'il s'en rapportent à leurs chefs de service, ils risquent de rencontrer quelque inertie. S'ils instituent, comme cela s'est vu, des commissions d'études, c'est un enterrement. S'ils se décident à faire quelque chose, un *peu au hasard, leurs successeurs le déferont* le lendemain, et le tout aboutira le plus souvent à une augmentation d'emplois et de dépenses. En matière de réforme administrative, comme en beaucoup d'autres choses, il faut du temps, de la suite, une action réglée et continue. C'est ce qui explique que l'on parle tant et depuis si longtemps de cette réforme, que chaque nouveau ministère l'annonce et en lègue la pensée intacte au ministère suivant.

LES RÉFORMES FISCALES

Paris, 7 juin. — On lit dans le *Matin :*

« Les membres de la commission du budget sont saisis du projet Cochery sur la réforme des contributions directes. Ils ont jusqu'à demain, une heure, pour l'étudier en détail, car ils le connaissent déjà dans ses lignes générales par l'analyse qui en a été publiée.

» La discussion générale s'ouvrira demain et occupera au plus deux séances. C'est à l'issue de cette discussion générale que sera nommé le rapporteur général qui doit remplacer M. Delombre, élu président. D'après les probabilités les plus autorisées, c'est M. Krantz, député des Vosges, qui sera nommé rapporteur général.

» M. Krantz est un partisan de l'impôt sur la rente et accepte le projet Cochery dans son ensemble. Ancien élève de l'Ecole polytechnique, ancien maître des requêtes au conseil d'Etat, ancien commissaire général du gouvernement français à l'Exposition de Chicago, M. Krantz a des connaissances techniques étendues qui lui permettront de remplir efficacement le rôle de rapporteur général.

» Il est question de lui maintenir le rapport sur le budget du ministère des finances dont il est actuellement chargé, vu la connexité de ce budget particulier avec le budget général de l'Etat.

» La commission aura à pourvoir en même temps à l'élection de nouveaux rapporteurs pour les affaires étrangères, l'instruction publique et les colonies, en remplacement de MM. Boucher, Delpeuch et Turrel, entrés dans le ministère. Pour les affaires étrangères, c'est M. Flandin qui paraît devoir être nommé; pour les colonies, elles seront attribuées à M. Siegfried ; enfin, pour le rapport de l'instruction publique, il y a compétition entre MM. Lasserre et Bouge.

» La discussion générale du projet Cochery une fois terminée, il y aura lieu d'examiner les articles en détail. Ce sera la partie la plus longue de la tâche. C'est à ce moment que se présenteront les contre-projets et les amendements qui sont déjà assez nombreux.

» Outre le projet du cabinet précédent, il y a déjà les contre-projets Guillemet, Merlou, Bozérian, Ducos, les amendements Plichon, Gamard, Bascou. Plusieurs autres sont annoncés. Néanmoins, on persiste à croire que le rapport sera déposé vers le 20 juin.

» Il ne s'agit pas, bien entendu, du rapport général sur le budget, mais exclusivement du rapport sur les contributions directes, comme cela se fait chaque année avant la session des conseils généraux. »

LE COURRIER DE MADAGASCAR

Marseille, 7 juin. — Les journaux de Madagascar arrivés ce matin par l'*Amazone* apportent les nouvelles suivantes :

« Les correspondants de la côte sont quasi unanimes à signaler le marasme dans lequel les affaires sont plongées.

» Le commerce est nul. Les indigènes fuient la côte où naguère ils venaient s'approvisionner.

» Le génie vient d'entreprendre les travaux de deux routes nouvelles partant de Tananarive et conduisant l'une à Fianarantsoa et l'autre à Majunga. On pense que ces travaux seront terminés avant la fin de l'année.

» On dit que les Betsileos seraient très heureux de recouvrer leur indépendance. Ils font des vœux pour que la France veuille bien leur accorder leur autonomie sous le contrôle de résidents français.

» Depuis quelques jours on est sans nouvelles du colonel Combes. On croit qu'il s'est dirigé sur l'arsenal hova de Mandritsara. D'autres disent qu'il a traversé la chaîne centrale pour se jeter à l'improviste sur l'arsenal bien plus important constitué par les Hovas rebelles sur les rives de Mahajamba. »

On écrit de Nossi-Bé au *Madagascar* :

« Les Hovas de Tuléar sont plus indisciplinés que jamais et ne veulent pas plus reconnaître aujourd'hui qu'hier notre main-mise sur l'île.

» Le commandant Joubert, du *Météore*, a saisi à Nossi-Bé un officier hova qui en plein village proférait des injures contre la France et affirmait que la Reine Ranavalo était toujours maîtresse incontestée de Madagascar.

» Tous les chefs de Vonizongo, d'Andriamozina, Valona et Bevoilang se sont réunis le 26 mars, pour délibérer sur les moyens susceptibles d'accélérer et d'assurer la pacification, les constructions des routes et la régularité du commerce.

» Ils sont tombés d'accord que la construction d'un village s'imposait à l'Est du marché d'Ambokipikaonano.

» Chaque millier de Hetoo fournira vingt citoyens au village futur. »

Les rapatriés de Madagascar

Marseille, 7 juin. — L'*Amazone*, courrier de Madagascar, est arrivé, ayant à bord 324 passagers parmi lesquels divers fonctionnaires et quelques religieux.

L'*Amazone* rapatrie en outre 231 militaires de diverses armes, dont une cinquantaine d'alités, qui seront transportés à l'hôpital militaire.

Aucun décès ne s'est produit en cours de route.

UNE MISSION MALGACHE A PARIS

Paris, 7 juin. — Certains journaux ont annoncé qu'une mission malgache, qui vient d'arriver à Paris, serait reçue par le président de la République.

Une note officieuse déclare cette nouvelle inexacte. La mission doit seulement se présenter au ministère des Colonies.

La nouvelle du départ de cette mission avait été annoncée par le dernier courrier de Madagascar, que nous avons publié et où on lisait : « Ratsimihaba, officier du palais, et le lieutenant Collet-Meygret, officier d'ordonnance du résident général, ont quitté Tananarive pour aller apporter à M. Félix Faure, de la part de Ranavolo, la grand'croix de l'ordre de Radama. Ce voyage de Ratsimihaba, dont on connaît les excellentes relations avec Ranavolo, peut être considéré comme un prélude au voyage de la reine elle-même, qui a une *forte envie* d'aller voir l'Exposition de 1900.

D'autre part, la *Liberté* recevait, par le même courrier, au sujet du départ pour la France de Ratsimihaba, des renseignements d'après lesquels le secrétaire d'un des promoteurs de la révolte contre les Français avait signalé les agissements de trois gros personnages du palais, et notamment les menées de ce même Ratsimihaba, qui avait déjà été emprisonné pour complot il y a deux mois et relâché grâce à l'appui de la Reine. Depuis sa sortie de prison, Ratsimihaba était l'interprète officiel du résident général.

Outre ces détails suggestifs sur le personnage, la *Liberté* ajoutait qu'il était chargé de porter l'ordre de Radama et une lettre autographe au président de la République.

Or, aujourd'hui, un nouveau courrier de Madagascar dit que, d'après les Hovas, Ratsimihaba aurait reçu la mission apparente d'engager des pourparlers au sujet de la création d'un ordre malgache et aurait été chargé spécialement par la reine d'aller voir ses amis de France, d'écouter et d'interroger certaines personnalités, entre autres M. Le Myre de Vilers, sur les réelles intentions du gouvernement français.

L'envoyé malgache doit être aujourd'hui fixé, après la récente initiative prise par M. Hanotaux.

Le steeple-chase d'Auteuil

Paris, 7 juin. — C'est aujourd'hui qu'a été couru à Auteuil le grand steeple-chase dont l'allocation est de 120.000 francs, plus un objet d'art d'une valeur de 10.000 francs.

Le temps était superbe et l'affluence était énorme. Depuis longtemps on n'avait vu autant de monde à la pelouse; au pesage, un public très élégant se presse autour des guichets du pari mutuel.

A trois heures, pendant la deuxième course, le président de la République, Mme Faure et Mlle Faure arrivent à Auteuil.

Le landau présidentiel est précédé d'une brigade de gardiens de la paix. Quelques cris de : « Vive le Président ! » se font entendre ; aucun incident ne se produit.

M. Félix Faure est reçu au pied de la tribune présidentielle, par le prince de Sagan. Dans la loge présidentielle on remarque de nombreux membres du gouvernement et du corps diplomatique.

Le coup de cloche, annonçant le grand steeple, se fait bientôt entendre.

La course

Au départ, *Montmartre* et *Centauresse* ont fait le jeu avec quelques longueurs sur les autres bien groupés; *Elfin Queen* était loin derrière.

Au premier saut de la rivière, l'ordre était le même; *Feuillage* qui sautait 4e culbutait.

En face, *Montmartre* et *Centauresse* étaient toujours en tête, devant le lot très égrené, au centre duquel se tenaient *Cadix*, *Molinois*, *Moissonneur*, *Valois* et *Lancelot III*, *Biscuit* et *Elfinqueen* étaient battus: dans le bruit, *Montmartre* rétrogradait, *Centauresse* en tête, était serrée de près par *Valois*, qui faisait son effort, *Lancelot III*, *Times* et *Moulinois*.

Dans le dernier tournant, *Centauresse* et *Valois* restaient seuls en course. Une lutte désespérée s'engageait entre eux.

Après le Bull-Tinck, les deux jockeys rivalisaient d'énergie; ce n'est qu'à quelques mètres du poteau que *Valois* prenait un léger avantage sur *Centauresse*; *Times*, 3e, précédait *Malinois* et *Astarac*.

Le gagnant

Valois, le gagnant, appartient à M. Wysocky; il était monté par le jockey Baaden; sa victoire a causé d'autant plus de surprise, qu'il y a deux jours à peine, il a pris part, sur des hippodromes de banlieue, à deux courses, où il avait mal figuré.

Le prix

Le montant du prix, indépendamment de l'objet d'art, et déduction faite des sommes attribuées au second et troisième, s'est élevé à 125,000 francs en chiffre rond.

A quatre heures 20, le président de la République, après s'être fait présenter, M. Wysocky, propriétaire de *Valois*, a quitté l'hippodrome d'Auteuil sans aucun incident.

Le Congrès des employés de chemins de fer

Paris, 7 juin. — Malgré le secret dont s'est entouré le congrès, nous croyons savoir que les délégués ont été d'avis de proposer la grève générale avant la promulgation de la loi Trarieux-Demôle, qui enlève le droit de coalition aux employés de chemins de fer et aux ouvriers des manufactures de tabacs et d'allumettes, au cas où cette loi, déjà votée par le Sénat, serait votée à la Chambre.

La proposition du groupe de Thiviers, plaçant en cas de grève les travailleurs syndiqués, sous les ordres du ministre de la guerre a été repoussée.

Enfin la *Question de Lyon* est encore revenue sur le tapis. Le congrès a reçu hier soir une dépêche de cette section l'informant qu'il était inutile de la représenter au congrès et qu'elle expliquerait sa conduite dans une missive prochaine.

Le congrès a encore adopté le projet d'acquisition d'actions des Compagnies de chemins de fer. Le rapporteur a spécifié qu'il ne s'agissait pas pour les syndiqués de devenir capitalistes, mais de s'introduire dans les assemblées générales d'actionnaires et de les mettre en demeure de se prononcer sur les revendications des employés.

Mme FURTADO-HEINE
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR

Paris, 7 juin. — M. Barthou, ministre de l'intérieur, a assisté ce matin à l'inauguration de la crèche fondée dans le XIVe arrondissement par Mme Furtado-Heine et a annoncé à la généreuse fondatrice que le gouvernement avait résolu de la nommer au grade d'officier de la Légion d'honneur.

M. Baudin, président radical-socialiste du Conseil municipal, a vivement applaudi à cette distinction.

On sait que Mme Furtado-Heine, qui a fondé nombre d'œuvres charitables, a tout dernièrement offert une de ses villas au ministre de la guerre pour recevoir les officiers rapatriés de Madagascar.

Mme Furtado-Heine est la seconde femme qui obtient la rosette de la Légion d'honneur.

L'autre est Mme Rosa Bonheur, l'illustre peintre.

C'est la fille adoptive de Mme Furtado-Heine qui épousa le général duc d'Echinger dont la mort tragique et mystérieuse émut tout Paris il y a quelques années.

LE COURONNEMENT DU TSAR

La première grande revue des troupes

Moscou, 7 juin. — La première grande revue des troupes réunies à Moscou a eu lieu aujourd'hui au champ de Kodinsky.

Une foule immense se pressait aux abords du terrain réservé aux manœuvres. Les troupes représentaient un effectif de 80.000 hommes environ; elles étaient commandées par le grand-duc Wladimir. Les membres du corps diplomatique y assistaient dans la tribune impériale.

L'impératrice arrive dans une voiture attelée à la daumont ; l'empereur, à cheval, galope à ses côtés. Les princesses suivent dans les voitures, également attelées à la daumont et ensuite un splendide état-major de princes, de généraux, d'ambassadeurs et d'autres attachés militaires.

Le général de Boisdeffre et les officiers français sont très remarqués.

Dès l'arrivée des souverains, le canon tonne, les musiques jouent une marche composée pour la circonstance et la revue commence.

L'empereur et l'impératrice, suivis de leur cortège, passent devant tous les rangs des troupes, puis leurs Majestés viennent se placer devant le pavillon impérial pour assister au défilé qui fait l'admiration de tous.

La revue terminée, l'empereur se fait présenter tous les officiers. Un déjeuner a lieu ensuite au palais Petrowsky. Les princes étrangers et les officiers généraux y assistent.

Après le déjeuner qui s'est terminé à trois heures, les princes étrangers sont venus prendre congé de Leurs Majestés qui quittent Moscou dans la soirée.

LE CADEAU DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

Moscou, 7 juin. — Au grand banquet offert hier soir par les souverains, au palais du Kremlin, l'empereur a dit au comte de Montebello que l'impératrice et lui avaient beaucoup admiré la tapisserie offerte par le président de la République et qu'il ne la laisserait pas à Moscou.

— Il la ferait placer dans un des palais impériaux des environs de St-Pétersbourg.

L'empereur a témoigné au général de Boisdeffre une bienveillance extrême, et lui a exprimé combien il avait été touché de la manière dont la France entière s'était associée aux fêtes du couronnement.

LE DÉPART DE LA MISSION FRANÇAISE

Moscou, 7 juin. — Le général de Boisdeffre et la mission extraordinaire française ont été reçus en audience de congé par le czar, à 4 heures, au Kremlin.

L'entrevue a été très cordiale.

Ce soir, le général de Boisdeffre a offert un dîner aux généraux Obroutscheff, Dragomiroff, et au prince Lobanoff.

La mission française quittera Moscou demain.

UN INCIDENT AU CERCLE ALLEMAND

Moscou, 8 juin, minuit. — Un grave incident s'est produit hier.

Le prince Henri de Prusse s'était rendu hier soir au cercle allemand de Moscou, où une réception avait été préparée; le prince de Bavière y assistait.

Le président du cercle, en souhaitant la bienvenue au prince Henri, lui a dit : « Nous sommes honorés et heureux de recevoir parmi nous le représentant de l'empereur d'Allemagne et sa suite. »

Sur ces mots le prince Louis de Bavière s'avança, et déclara vivement qu'il ne faisait partie de la suite de personne, que l'Allemagne était une confédération et que, pour sa part, il était prince héritier de Bavière.

Sur cet incident, le prince Henri se retira immédiatement.

Une nouvelle catastrophe

Berlin, 7 juin. — Une catastrophe a eu lieu non seulement à Moscou, mais aussi à Minsk le jour du couronnement. Pendant la distribution du repas populaire, la foule se massa sur le pont de la rivière Swislotch. Le pont s'effondra et des centaines de personnes tombèrent à l'eau en poussant des cris horribles; on compte plusieurs noyés.

UNE EXPLOSION DE DYNAMITE
dans un presbytère

Madrid, 7 juin. — A Orendain, près de Saint-Sébastien, deux cartouches de dynamite ont fait explosion dans la maison du curé de la paroisse, causant de grands dégâts. Il n'y a pas eu de victimes.

NOUVELLES DU JOUR

Les élections législatives

1re circonscription du 10e arrondissement de Paris

M. de Lanessan, radical, 3605 voix ; M. Collignon, radical, 965; Groussier, socialiste révolutionnaire, 5816, élu.

Il s'agissait de remplacer M. Groussier qui donna sa démission, à la suite d'un dissentiment, avec le comité allemaniste portant, on s'en souvient, sur la question d'abandon au dit comité d'une part de l'indemnité législative.

1re circonscription du 20e arrondissement de Paris

M. Dejeante, socialiste-révolutionnaire, 5812 voix, élu; Joindy, allemaniste, 913 voix; Nourry, radical, 901.

Il s'agissait de remplacer M. Dejeante, qui donna sa démission dans les mêmes conditions que son collègue, M. Groussier.

1re circonscription du 4e arrondissement de Paris

M. Paul Degouy, rédacteur à la *Justice*, radical-socialiste 1278 voix ; M. Gabriel Deville, rédacteur à la *Petite République*, 2466 voix ; M. de Ménorval, socialiste-révisionniste, 922 ; M. Levasseur, radical-révisionniste, 1024. Ballottage.

Il s'agissait de remplacer M. Barodet, radical socialiste, élu sénateur, qui, en 1893, avait été réélu par 4405 voix.

1re circonscription de Bayonne

M. Jules Legrand, professeur au lycée Buffon, rédacteur au *Temps*, opportuniste, 4,464 voix, élu.

M. Bidaubigue, conseiller municipal de Bayonne, opportuniste, 4,096 voix.

Il s'agissait de remplacer M. Laffon, radical, décédé.

1re circonscription de Paris.

M. Cassou, opportuniste 9127 voix élu; M. Butel, rallié, 2147.

Il s'agissait de remplacer M. Léon Say, ancien ministre des finances, opportuniste décédé.

1re circonscription de Privat

Tous les résultats pour l'élection d'un député, en remplacement de M. Fougeirol, élu sénateur, ne sont pas encore connus; mais l'élection de Me Léon Cléry, avocat à la cour d'appel de Paris, opportuniste, paraît assurée.

L'élection de Reims

Reims, 7 juin. — Dans l'élection au siège de conseiller d'arrondissement pour le 2e canton de Reims, circonscription de M. Mirman, député socialiste, il y a eu ballottage.

Les candidats socialistes réunis n'obtiennent qu'un nombre de voix égal à celui recueilli par l'unique candidat radical.

L'élection de Dijon. — Une grève de candidats

Dijon, 7 juin. — Le scrutin ouvert dans les cantons de Dijon, nord et ouest, pour la nomination de deux conseillers d'arrondissement, en remplacement de M. Roland et M. Morin, socialistes démissionnaires, n'a donné aucun résultat, aucun candidat ne s'étant présenté.

Le projet de M. Cochery sur les revenus et la rente

Paris, 7 juin. — Le ministre des finances vient de faire distribuer aux membres de la commission du budget le projet de loi « portant fixation des impôts directs sur les revenus et des taxes y assimilées de l'exercice 1897.

Ce projet forme un volume de 85 pages. Il contient deux parties : l'exposé des motifs et le projet de loi proprement dit.

Le ministre établit d'abord la différence qui existe entre le système de l'impôt sur le revenu global du contribuable et l'impôt sur les différentes catégories des revenus. Il expose ensuite les raisons qui l'empêchent d'accepter le système de l'impôt global sur le revenu.

Après avoir fait la critique des inégalités que présente notre système actuel, il aborde enfin l'étude de son projet.

M. Jules Simon gravement malade

Paris, 7 juin. — Voici le dernier bulletin de la santé de M. Jules Simon : « nuit calme, faiblesse persiste. Etat toujours grave. »

Paris, 7 juin. — Le mieux qui s'était produit dans l'état de M. Jules Simon ne s'est pas maintenu.

On considère son état comme tout à fait désespéré.

Voici le bulletin rédigé à 9 heures et demie du soir, par le docteur Marius Rey :

« Etat inquiétant, faiblesse extrême. »

Parmi les nombreuses personnes qui se sont fait inscrire au domicile de M. Jules Simon, citons Son Eminence le cardinal archevêque de Paris, le général Billot, sénateur, ministre de la guerre; MM. d'Haussonville, Dufeuille, de Freycinet, De Selves, Ribot, Cochery, Loubet et Magnin.

Paris, 7 juin. — Voici le bulletin de santé rédigé à 10 heures 45 sur l'état de M. Jules Simon :

« Etat toujours très grave, alimentation très difficile, faiblesse extrême. »

A propos de l'élection de M. Devernay au conseil général du Nord

Paris, 7 juin. — De la *Petite République* sur l'élection de Lille, et sous la signature de M. René Viviani :

« Et, ce n'est pas seulement Paris, c'est encore une fois le Nord, où notre ami Devernay, combattu par une concentration opportuniste et réactionnaire, est élu conseiller général à 500 voix.

» Allons ! la journée est bonne; partout l'idée marche, le souffle passe ! La démocratie veut par ce temps d'équivoque un programme net, une doctrine précise et, comme le disait Deville, elle repousse ceux qui veulent avoir l'avantage de l'étiquette socialiste, et qui ne portent pas au peuple l'avantage de la chose. »

Un fait d'armes à Tombouctou

Paris, 7 juin. — Une correspondance particulière annonce qu'un brillant fait d'armes a été accompli, récemment, aux environs de Tombouctou.

Le lieutenant Belleville et le maréchal des logis Convelet, du 2e escadron de spahis soudanais, opérant une reconnaissance, se sont trouvés en face d'une masse imposante de Touaregs qu'ils ont vigoureusement dispersés à coups de sabre, tuant une trentaine d'entre eux et s'emparant d'un gros convoi de chameaux.

La clôture du Congrès des Unions de la Paix sociale

Paris, 7 juin. — La Société d'économie sociale et les unions pour la paix sociale ont clôturé, hier soir, leur congrès annuel par un banquet au Grand Hôtel.

M. Denys Cochin, député de la Seine, fils d'Augustin Cochin, qui fut, avec Le Play, un des fondateurs de la société, présidait. Il avait à sa droite M. Stourm, président actuel de la société, et à sa gauche le prince Roland Bonaparte. A la table d'honneur avaient également pris place MM. Georges Picot et Anatole Leroy-Beaulieu, membres de l'Institut, Aynard, député, Albert Gigot, ancien préfet de police, Joly, doyen honoraire de Faculté, Mabilleau, professeur à la Faculté des lettres de Caen, Cheysson, Charles Benoist, Delaire, secrétaire général de la société, etc.

Au dessert, M. Stourm a ouvert la série des toasts. Après avoir rappelé le souvenir des fondateurs de la société : Le Play et Augustin Cochin, et cité la belle parole de ce dernier : « Il faut que le riche travaille ; car si le riche ne travaille pas, il vole la société, puisqu'il a été payé d'avance, » il a défini le programme de la Société d'économie sociale, en ces termes : « Nous cherchons à faire le bien. Nous sommes peut-être des égoïstes, mais des égoïstes qui voulons le bien des autres. C'est une classe spéciale d'égoïstes. » Il se félicite de ce que 1896 soit, pour la société, l'année des jeunes, et il boit à leur santé et à leur honneur.

M. Denys Cochin porte de même la santé des « jeunes. »

M. Anatole Leroy-Beaulieu prononce alors une improvisation que coupent, de fréquentes reprises, les applaudissements des auditeurs. « Le salut de la France, dit il, ne peut être obtenu que par des actions locales. Il appartient à Paris de donner l'exemple, de mettre les individus en branle; mais l'action véritablement efficace et profonde ne peut venir que des sociétés régionales. Il faudrait que le réseau de celles-ci couvrît le pays tout entier. Aujourd'hui, en effet, le péril commun, le socialisme, est visible et manifeste. Contre cet ennemi, ce n'est pas de trop de l'action commune de toutes les sociétés qui veulent combattre sur ce terrain commun : la paix sociale. » Et l'orateur porte un toast chaleureux à ces sociétés filles et sœurs.

M. Gourd, vice-président de la société de Lyon, prend la parole au nom des provinciaux. Il insiste sur les résultats utiles qu'obtiennent par leur union, malgré les différences d'opinions politiques qui divisent leurs membres, les sociétés pour la paix sociale; et il boit à la « pérennité de leurs réunions annuelles. »

M. Georges Picot lève enfin son verre en l'honneur de la « liberté d'association. »

Un massacre

Paris, 7 juin. — L'*Agence Nationale* publie la dépêche suivante confirmant celle déjà vendue sur le même sujet, par voie anglaise :

« Athènes, 7 juin. — Les Kurdes ont massacré 200 et blessé autant d'ouvriers français, anglais, allemands, arméniens ainsi que plusieurs ingénieurs travaillant à la ligne de Kassala.

» L'agitation est considérable. »

Une victoire des Anglais

Londres, 7 juin. — On annonce de Buluwayo, qu'une rencontre a eu lieu entre une troupe importante de Mata-

BOURSE DE PARIS DU 8 JUIN 1896

FONDS D'ÉTAT FRANÇAIS & ÉTRANGERS

Pr. clôt		Ouvert	Clôtur.
101 70	3 0/0 comptant	101 70	101 75
101 80	3 0/0 terme	101 80	101 85
100 20	3 0/0 Amort. compt.	100 20	100 15
100 30	3 0/0 » terme	100 45	... ..
104 65	3 1/2 comptant	104 80	... ..
104 80	3 1/2 terme	104 75	104 77
.. ..	Emprunt Tonkin	92 75	.. ..
431 ..	Argentins	435 ..	432 50
104 25	Autriche	104 25	... ..
74 25	Brésil	74 ..	.. ..
105 25	Chine 4 0/0	105 85	105 50
103 45	Egypte unifiée	103 50	103 60
68 50	Espagne extér. compt	67 50	68 ..
64 70	— terme	64 90	64 90
.. ..	Italien 5 0/0 comptant	89 20	89 05
89 15	— terme	89 37	89 55
.. ..	Hongrois 4 0/0	105 40	105 42
26 90	Portugais 3 0/0 compt	26 90	26 90
21 90	» terme	21 80	21 95
	Turc (série D) terme	102 00	... ..
94 42	Russe 4 0/0 1890	94 45	94 30
... ..	— 3 0/0 1891	105 ..	105 10
67 ..	— 4 0/0 1893	.. ..	.. ..
... ..	— 3 1/2 1894	100 50	.. ..

OBLIGATIONS DU CRÉDIT FONCIER, DES VILLES ET DES CHEMINS DE FER
(Cours au comptant)

Pr. cl.			Clôt. jr	Pr. cl.		Clôt. jr
70 75	CRÉDIT FONCIER	Bons 1887	69 ..	... ..	Ardennes	472 ..
70 75		— 1888	62 75	467 ..	Est 3 0/0 anc.	469 75
506 ..		Commun. 1879	506 ..	469 50	— nouv.	470 ..
500 ..		— 1880	502 ..	480 ..	Nord 3 0/0 anc.	489 ..
398 25		— 1891	398 25	479 ..	— nouv.	481 ..
509 ..		— 1892	509 75	474 ..	Orléans 3 0/0 a.	476 ..
403 ..		Foncières 1877	403 ..	470 75	— n.	479 ..
500 ..		— 1879	500 ..	440 ..	Orléans 2 1/2 0/0	440 ..
460 ..		— 1883	462 ..	474 50	Ouest 3 0/0 anc.	476 ..
499 ..		— 1885	499 ..	469 50	— nouv.	470 75
101 25		— 5e 1885	101 25	435 50	P.-L.-M. fus. a.	437 50
479 75		F. 90 fr. p. 1895	479 75	445 ..	— fus. n.	445 ..
... ..	VILLE DE PARIS	Obl. 1855-60 3 0/0	640 ..	... ..	Sud de France	472 ..
580 ..		— 1865 4 0/0	578 ..	453 50	Econom. 3 0/0	418 60
434 ..		— 1869 3 0/0	435 ..	424 ..	Ville Lyon 1880	124 ..
424 ..		— 1871 3 0/0	498 50	520 ..	Marseille 1877	520 ..
580 ..		— 1875 4 0/0	585 ..	... ..	Bordeaux 3 0/0	... ..
580 ..		— 1876 4 0/0	580 ..	497 50	— 1891	497 ..
419 50		— 1886 3 0/0	417 ..	... ..	Montpellier 1894	... ..
106 ..		— — 1/4	105 60	... ..	Dette Tunis	... ..
383 75		— 1892 2 1/2	383 75			
98 ..		— — 1/4	97 50			

Mines d'or et Compagnies d'exploration

A LONDRES					
Anglo fr.	5 9/16	Rand Mines	24 3/8	Geldenhuis	113.—
City Sub.	5 1/8	Salisbury	4 1/4	Buffelsdoorn	70.—
Crown Ref.	12 1/4	Treasury	../	Langlaagte	152.—
Goldfields	13 5/8	Van Ryn	5 5 8	Sheba	55.50
H. Nourse	../	Village	6 3/4	Fraser-River	83.—
Heriot	9 3/4	Wemmer	9 1/4	Chartered	105.—
Jubilee	9 1/2	Wolhuter	8 ./.	Randfontein	84.—
Jumpers	7 1/2	A PARIS		East-Rand	203.—
Modderfon	8 5/8	Robinson	240.—	Robin. Bank	164.—
Primrose	6 ./.	Ferreira	590.—	London Paris	33.—
		Sammer	565.—	Monte Rosa	19.—

BOURSE DE LILLE DU 8 JUIN 1896
(par fil téléphonique spécial)

VALEURS	Compt	Cours précéd.	VALEURS	Compt.	Cours précéd
Lille 60, r. 400	... .	4 8 .	OBLIGATIONS		
» 90, r. 500	... ..	501 ..	Bains lillois	... ..	500 ..
» 68, r. 500	.. ..	513 ..	Union lin. N.	.. ..	440 ..
» 77, r. 500	... ..	505 ..	Gaz de Wazem	... ..	535 ..
» 84, r. 400	... ..	406 ..	Ch. d. fer Econ.	.. ..	495 75
» 84, 1/4	... ..	106 ..	Denain Anzin.	... ..	510 ..
» 87, r. 400	... ..	404 ..	Cambresis	... ..	312 50
» 93. r. 500	502 25	508 ..	CHARBONNAGES		
Roub.-T. 1860	.. .	44 .	Aniche, 12e	10600	10260 ..
Roubaix. 1893	... ..	505 .	Anzin, 100e d.	.. ..	4.80 ..
Amiens		118 .	Blanzy	.. ..	1905 ..
Dép. du Nord	409 ..	409 ..	Bruay	.. ..	20700 ..
Tourcoing 1878	.. ..	510 ..	Bully-Gren., 6e	2300 ..	2275 ..
Armentières	.. ..	508 ..	Campagnac	.. ..	875 .
Douai, libérée	... ..	508 25	Carvin	1061 ..	1050 ..
Valenciennes	... ..	500 ..	Courrières, 10e	... ..	4450 ..
Verley, Decr.	1325	1305 .	Crespin	.. ..	90 .
Cie Platel et Cie	... ..	300 .	Douchy	.. ..	650 .
Crédit d. Nord	... ..	525 ..	Dourges	.. ..	8700 ..
H. Devilder	1080 .	1080 ..	Drocourt	.. ..	4950 ..
Banq. ré. Nord		500 ..	Escarpelle	.. ..	2.0 ..
Cie Eaux Roub.	... ..	346 25	Epinac	.. ..	600 ..
Gaz de Wazem	... ..	480 ..	Ferfay	.. ..	445 ..
Le Nord, ass.	... ..	1200 ..	Albi	.. ..	874 ..
Union g. Nord	... ..	455 ..	Lens	.. ..	25600 ..
St-Sauv. Arras	... ..	100 ..	Lens (100e)	.. ..	260 ..
Un. lin. Nord	... ..	140 ..	Liévin	1180 .	1180 ..
Constr. Anzin	... ..	... ..	Marles 30 0/0	.. ..	2200 ..
Ciments franç	.. ..	270 ..	Marles 70 0/0	.. ..	17000 ..
Estrée-Blanch	.. ..	385 ..	Meurchin	... ..	6400 ..
Tramw. Nord	.. ..	40 ..	Ostricourt	... ..	3.4 .
L. Allart, t. p.	210 ..	... ..	Sincey-le-R.	.. ..	
Bat. à hélice.	... ..	500 ..	Thivencelles	.. ..	100 .
Chem. Econom.	... ..	475 ..	Vicoigne et N.	1670 ..	16650 .
Brouta et Cie	.. ..	560 ..	OBLIGATIONS		
Cie Liquid R.-T.	.. ..	... ..			
EauxDunkerq	... ..	350	Bethune 1877	... ..	462 50
Tréfilerie	.. ..	... ..	Drocourt 1885	... ..	512 50
Biache-St-V.	... ..	3500 ..	Marles 1893	... ..	505 ..
Denain Anzin.	391 ..	399 ..	Liévin 1825	... ..	505 ..
Gain Villerupt	... ..	560 ..			

Marchés de Lille du 8 juin 1896

SUCRES. — Raffinés n° 1, cote officielle, 103 50 à .. ... 88 degrés, cote com., 28 75 à .. .. ; n° 3, cote com., ... à .. ALCOOLS. — 3/6 betteraves, disponible, cote offic., 30 .0 à .. .. — Mélasse (cote com.), ... à .. ..

Cours de clôture au comptant du 8 juin

Cours Précédent	VALEURS	Cours du jour
101 70 ./.	3 0/0	101 75 ./.
.. .. ./.	../	.. .. ./
100 20 ./.	3 0/0 amortissable	100 15 ./
104 65 ./.	3 1/2 0/0 1883	104 80 ./.

Dernière Heure

(De nos correspondants particuliers, et par FIL SPÉCIAL)

Mort de M. Jules Simon

Paris, 8 juin. — M. Jules Simon est mort aujourd'hui à 11 heures 40, à son domicile, 10, place de la Madeleine.

Toute la famille était réunie dans la chambre de M. Jules Simon.

Mme Jules Simon, qui depuis trois jours veillait au chevet de son mari, était entourée de ses fils, MM. Gustave et Charles Simon, de ses deux brus, de M. Delorme, neveu et secrétaire de l'illustre académicien.

Dès la nouvelle de la mort de M. Jules Simon, M. Méline, président du conseil des ministres, est allé s'inscrire sur le registre déposé dans la loge du concierge du n° 10, place de la Madeleine.

Parmi les autres signatures, nous avons relevé M. Georges Gerger, Frédéric Passy, de Selves, préfet de la Seine, Henri Roujon, général Hanquil, Faye, membre de l'Institut, etc.

L'élection législative de Privas

Privas, 8 juin. — Contrairement à ce que faisaient prévoir les premiers résultats partiels connus de l'élection législative de la première circonscription de Privas, ce n'est pas M. Léon Cléry qui est élu.

Voici les résultats définitifs de cette élection : Inscrits, 16.736; votants, 12.682; suffrages exprimés, 12.646.

M. Perrin, républicain, candidat agricole, 6.914 voix, élu; M. Léon Cléry, républicain, 5.717.

Un amendement de M. Jules Dansette au projet Cochery sur les contributions directes

Paris, 8 juin. — M. Jules Dansette, député du Nord, vient de déposer l'amendement, au projet de loi de M. Cochery, sur les contributions directes :

« A ajouter à l'article 40, le paragraphe suivant :

» Sont dispensés les taxes prévues au présent article, les revenus mobiliers, quelle que soit leur nature, appartenant aux hospices, bureaux de bienfaisance, et sociétés de secours mutuels approuvées. »

Cet amendement porte également la signature de M. Plichon, député du Nord.

L'impératrice Eugénie à Alger

Alger, 8 juin. — L'Impératrice Eugénie, voyageant dans le plus strict incognito, est arrivée aujourd'hui à Alger, à bord du yacht *Thistle*, venant de Tunis.

Elle était accompagnée d'une suite de quinze personnes.

Elle a fait une promenade en voiture, avec M. Franceschini Piétri, son secrétaire particulier.

La mission du Bergou

De l'*Evènement*, interview de l'abbé Fonssagrives, frère de l'explorateur :

— Vous pouvez affirmer, nous dit-il, que toutes les informations données jusqu'ici sont inexactes ; mon frère n'a pu été massacré qu'après avoir accompli sa mission, il est de retour à la côte depuis huit jours. J'ai reçu de lui le 4 juin, une dépêche datée de Porto-Novo le 3, à trois heures après-midi, et portant ce seul mot : « Excelent ». Ce qui signifie, d'après nos conventions, que son voyage s'est heureusement terminé et que sa santé et bonne.

La dernière lettre qu'il m'avait écrite était datée de Chori, le 23 avril; Chori est une localité située à cinq cents kilomètres de la côte et à huit jours du Niger. A ce moment, il avait acquis la certitude que Forget avait été assassiné à Yang-Bassa. Il partait pour Nikki, où il devait arriver le 25, puis pour Yang-Bassa, qu'il comptait atteindre le 29 avril.

— Avez-vous quelques détails précis sur la fugue du malheureux Forget ?

— Oui, M. Forget avait, l'année dernière, demandé un congé d'un mois en annonçant son intention de s'enfoncer dans le Nord pour visiter les régions inexplorées du Haut-Daomey jusqu'au Niger. Il se mit en route avec deux indigènes seulement; mais les postes français où y fit étape, on remarqua chez lui une extrême surexcitation nerveuse; il parlait de conquêtes, développait des projets extravagants.

Le gouverneur, M. de la Loyère, averti de ces faits, donna ordre au résident de Carnotville de l'arrêter et de le renvoyer à Porto-Novo. Malheureusement quand le résident reçut cet ordre, Forget avait quitté Carnotville depuis quatre jours déjà pour une destination inconnue et toujours accompagné de ses deux indigènes.

Le mois de congé écoulé, Forget ne reparut pas.

Le duel Campos-Borrero

Madrid 8 juin. — L'*Impartial*, journal qui s'est fait remarquer jadis par ses vives attaques contre le compagne menée à Cuba par le maréchal Martinez Campos, se met résolument du côté du maréchal à propos de son affaire avec le général Borrero.

Dans un remarquable article, après avoir dit que des hommes qui font la gloire d'un pays tels que Canovas et Castelar, Sagasta et Campos, ne peuvent pas être provoqués en duel au sujet de la validité d'une élection par un candidat malheureux. L'*Imparcial* déclare que si le procédé du général Borrero était admis, ni la discipline militaire, ni la discipline sociale ne seraient plus possibles.

Chemins de fer espagnols. — La nouvelle ligne de l'Ouest — Reconnaissance officielle. — Remarquables travaux. — La drague électrique.

Zamora 8 juin. — Une commission nombreuse composée d'ingénieurs et de personnalités scientifiques, présidée par un ingénieur en chef, vient de procéder à la reconnaissance officielle de l'Ouest de l'Espagne, de Plasencia à Loya, chemin ferré qui réunit à la ligne de Madrid, Ibonne, Vigo et la Corogne.

Cette ligne a 350 kilomètres et met en communication directe l'Asturie et la Galicie avec l'Estramadure et l'Andalousie.

Son importance économique est considérable. La ligne suit la méridienne, passe à Gijon, à Oviedo, Zamora, Salamanca, Cérès et Cadix, épousant le tracé de Camino à la Plata et joignait, sous la domination romaine, le nord-ouest au sud-ouest de l'Espagne, traversant perpendiculairement l'immense vallée du Douro, du Tage, du Guadiana du Guadalquivir.

L'importance stratégique de la nouvelle ligne longeant toute la frontière du Portugal, n'est pas moindre que son importance économique.

La ligne de l'Ouest avait été commencée déjà, il y a plusieurs années, et interrompue à cause de la déconfiture de la Compagnie royale portugaise.

Après quatre années d'interruption, au moment même où l'existence de la concession paraissait définitivement compromise, une société nouvelle, formée en l'espace de dix-huit mois, s'est constituée.

Ces travaux ont été complètement terminés dans des conditions de perfection absolue, sous l'habile et l'énergique direction de M. Bunau-Varilla, frère du directeur du *Matin*.

Un des points les plus intéressants des travaux est le nouveau système de dragage électrique que M. Bunau-Varilla a installé sur la rivière de l'Esla pour l'extraction du ballast. Ce système est d'une simplicité et d'une puissance réellement merveilleuse. Il constitue un progrès ou plutôt une révolution dans les travaux de terrassement.

La nouvelle drague, désormais débarrassée de toute chaîne et de toute ancre, ayant pour tout personnel un seul homme, extrait 3.000 mètres cubes en vingt-quatre heures.

L'inventeur, M. Bunau-Varilla, a reçu de chaleureuses et enthousiastes félicitations.

L'évêque de Zamora est venu bénir la drague.

Le Transvaal. — Arrivée en Angleterre de sir Hercules Robinson. — Les témoins du procès Jameson.

Londres, 8 juin. — Sir Hercules Robinson, gouverneur du Cap, et M. Graham Bower sont arrivés samedi à Plymouth.

Plusieurs personnes devant déposer dans l'affaire Jameson sont arrivées par le même paquebot. Parmi ces personnes, on remarque le chef de la police du Transvaal et le lieutenant de la police à cheval, qui est en même temps le petit-fils du président Krüger ; le directeur du télégraphe, etc.

Les Matabélès. — Un combat sur la route de Gwelo — Deux cents tués

Londres, 8 juin. — Une dépêche de Buluwayo annonce que les Matabélès ont été attaqués et mis en déroute, samedi matin, sur la route de Gwelo. Leurs pertes sont de deux à trois cents tués.

Les troupes britanniques n'ont eu que deux blessés.

Les Matabélès ont abandonné de nombreux fusils Martini et Winchester.

L'expédition soudanaise — Le combat de Firhet — Les pertes des derviches

Londres, 8 juin. — Voici de nouveaux renseignements sur le combat de Firhet :

« Les derviches ont eu mille tués. L'émir Ahammuda est parmi les morts.

« Les pertes égyptiennes sont de vingt tués et quatre-vingts blessés. Des centaines de derviches ont été faits prisonniers. »

Un mot du Tsar

Londres, 8 juin. — On annonce de Berlin au *Standard* que le Tsar, en arrivant à l'ambassade française le soir du bal, après le désastre de Khodinsky, aurait dit au comte de Montebello :

« Je viens parce que la diplomatie le veut ainsi. Comme un acteur qui est forcé de paraître en scène lorsque son cœur saigne. »

Tête de turc

Londres, 8 juin. — M. Glastone écrit à un de ses correspondants :

« Je considère le gouvernement turc à la façon dont il se manifeste au monde comme le plus grand fléau de l'humanité et le plus grand scandale, la plus grande honte pour la religion, même la religion mahométane. »

CHAMBRE DES DÉPUTÉS

Séance du lundi 8 juin 1896

Avant la séance

L'affluence est grande dans les tribunes publiques. Les députés sont très nombreux. Au banc des ministres prennent place MM. Méline, Barthou, Rambaud, le général Billot.

La séance

La séance est ouverte à deux heures un quart, par M. Brisson, président.

Les interpellations sur le mouvement administratif

L'ordre du jour appelle la discussion des interpellations : 1° sur la signification du mouvement administratif, dans divers départements du *Midi, et notamment* dans le Tarn; 2° de M. Codet, sur le même mouvement et en particulier sur la révocation de M. Dumoulin, préfet de la Haute-Vienne.

Discours de M. Jaurès

M. JAURÈS. — Peu de jours avant d'arriver au pouvoir, le ministre de l'intérieur, faisait déclarer qu'aucun ministère républicain ne pourrait vivre sans péril, avec le concours de la droite.

Or, deux fois, M. Barthou a déjà été sauvé malgré lui, par le concours compromettant de la droite. (Applaudissements à l'extrême gauche. — Murmures au centre).

Dans les mouvements administratifs, la Chambre verra l'indication d'une politique qui ne peut que blesser et inquiéter la majorité du parti républicain.

Le ministre de l'intérieur accorde un avancement marqué, une sorte d'hospitalité ministérielle dans son département, ce que M. Méline appellerait probablement une hospitalité royale (rires et applaudissements à l'extrême gauche) à M. Doux, et il charge de l'administration le préfet qui a eu l'audace de succéder à M. Doux. (Rires et applaudissements sur les mêmes bancs; interruptions au centre.)

M. Jaurès réédite alors les vives accusations dont M. Doux, préfet du Tarn a été l'objet, à cause de son attitude dans la grève de Carmaux et rappelle tout d'abord les perquisitions dont lui et ses amis se plaignirent.

M. JAURÈS. — Le préfet Doux nia à cette occasion, les faits qu'on lui reprochait.

M. BARTHOU, ministre de l'intérieur (de sa place). — Il les nie encore. (Très bien au centre.)

M. Jaurès, (avec force) que le ministre ouvre une enquête, qu'il en ouvre une seconde, sur les déclarations de M. le Procureur de la République, en pleine audience, que les ouvriers seraient frappés, tant *que je serai leur élu*. (Applaudissements répétés aux bancs socialistes. Nouvelles interruptions au centre que M. Brisson invite à plus de modération et de calme.)